

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/979/Add.7

6 février 1969

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Vingt-cinquième session

ETUDE DE L'APARTHEID ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE  
EN AFRIQUE AUSTRALE

Rapport du Rapporteur spécial

Additif

REPONSE DE LA MISSION PERMANENTE DU PORTUGAL A LA LETTRE PAR  
LAQUELLE LE RAPPORTEUR SPECIAL DEMANDAIT L'AUTORISATION DE  
VISITER LES TERRITOIRES AFRICAINS SOUS ADMINISTRATION  
PORTUGAISE

Le Secrétaire général a reçu le rapport ci-joint, établi par  
M. Manouchehr Ganji (Iran), Rapporteur spécial de la Commission des droits de  
l'homme, conformément à la résolution 3 E (XXIV) de la Commission, et a l'honneur  
par la présente de le transmettre à la Commission des droits de l'homme.

1. Au paragraphe 6 de l'Introduction au présent rapport (E/CN.4/979), le Rapporteur spécial déclare que le 2 septembre 1968, il a envoyé au représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies une lettre dans laquelle il demandait l'autorisation de visiter les territoires africains sous administration portugaise, et qu'à la date du 10 décembre 1968, il n'avait pas encore reçu de réponse à cette lettre.
2. Dans une lettre en date du 20 janvier 1969 adressée au Secrétaire général, le Chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies s'est référé à une communication qu'il avait adressée au Rapporteur spécial le 20 septembre 1968. Après avoir consulté le Secrétariat, le Rapporteur spécial tient à faire savoir qu'il n'a été trouvé à l'ONU aucune trace de la réception de la communication en question.
3. On trouvera ci-après le texte de la lettre du 20 janvier 1969, ainsi que de la pièce qui y était annexée.

Lettre en date du 20 janvier 1969, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la mission permanente du  
Portugal

J'ai l'honneur de me référer au document E/CN.4/979, "Etude de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique australe, Rapport du Rapporteur spécial", daté du 18 décembre 1968 et publié récemment, ainsi qu'à la déclaration figurant au paragraphe 6 de ce document (p. 7) suivant laquelle :

"Le 2 septembre 1968, le Rapporteur spécial a envoyé au représentant permanent du Portugal auprès des Nations Unies une lettre dans laquelle il demandait l'autorisation de visiter les territoires africains sous domination portugaise... Au 10 décembre 1968, le Rapporteur spécial n'avait pas encore reçu de réponse des missions permanentes du Portugal et de l'Afrique du Sud..."

Comme suite à cette déclaration, je tiens à déclarer que, en réponse à la communication susmentionnée du Rapporteur spécial, j'ai envoyé à celui-ci une lettre, d'ordre de mon gouvernement, le 20 septembre 1968.

Dans cette lettre, je l'informais que le Gouvernement portugais regrettait de ne pouvoir répondre favorablement à sa demande d'autorisation de "visiter les provinces portugaises d'outre-mer en Afrique ... étant donné que les termes de

/...

votre lettre impliquent une évaluation du problème dans ses aspects politiques et semblent en outre porter un jugement préconçu sur la position du Portugal en Afrique..."

Cette réponse du Gouvernement portugais n'ayant pas été mentionnée dans le document en question, j'ai l'honneur de demander que le texte en soit publié dès que possible sous forme de rectificatif. A titre de mise au point, une copie de la lettre adressée le 20 septembre 1968 au Rapporteur spécial est annexée à la présente.

Je saurais gré à Votre Excellence de faire distribuer la présente lettre en tant que document officiel, selon l'usage.

Veillez agréer, etc.

Le Chargé d'affaires par intérim,  
(Signé) Duarte VAZ PINTO

/...

PIECE JOINTE

20 septembre 1968

Monsieur,

Comme suite à votre lettre datée du 2 septembre 1968, dans laquelle vous demandez l'autorisation de visiter les provinces portugaises d'outre-mer en Afrique, dans le cadre de vos travaux en tant que Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous informer, d'ordre de mon gouvernement, qu'étant donné que les termes de votre lettre impliquent une évaluation du problème dans ses aspects politiques et semblent en outre porter un jugement préconçu sur la position du Portugal en Afrique, le Gouvernement portugais regrette de ne pouvoir consentir à cette visite.

Veuillez agréer, etc.

Le Chargé d'affaires par intérim,  
(Signé) Duarte VAZ PINTO

M. M. Ganji  
Rapporteur spécial de la Commission des  
droits de l'homme de l'Organisation  
des Nations Unies  
ONU  
New York, N.Y.

-----